

En souvenir de deux grands coloniaux,
les généraux de Trentinian :
le Musée national de la Légion d'honneur reçoit
en dépôt les insignes et les documents d'attribution
d'un grand-croix de l'Ordre Royal du Cambodge.

« Vous connaissez, monsieur le Gouverneur, la haute estime que j'ai toujours eu pour vous, permettez-moi de vous en donner le témoignage en vous offrant la Grand'Croix de mon Ordre Royal. Ce titre de distinction que je vous confère sera en même temps un gage de ma vive reconnaissance pour les services déjà si nombreux rendus à mon pays par le Gouvernement Français dont vous êtes le noble et digne Représentant.

Je suis heureux de remettre les insignes de ce titre à Monsieur votre fils, [Edgard de T.] qui vous les apportera lui-même en vous transmettant l'expression de mes meilleurs sentiments.

Fait dans notre Palais de Chea Do Romouk à Phnom-Penh, le lundi 8ème jour de la lune croissante du mois de Assath, année Mossagne 1243 ; correspondant au 4 juillet 1881 ».



Cette lettre, signée du roi Norodom Ier et destinée au général de Trentinian gouverneur de l'Indochine française, va être déposée, avec les insignes (plaques, grand cordon et bijou) et le brevet correspondant, au musée de la Grande Chancellerie par ses détenteurs, tous deux membres de la Légion d'honneur.

RAPPEL HISTORIQUE :
CRÉATION DE L'ORDRE ROYAL DU CAMBODGE

A l'époque où la France étendait son influence en Indochine, le Cambodge avait été l'objet d'une lutte d'influence entre les royaumes de Siam et d'Annam. C'est en avril 1863 que le roi Norodom, arrière grand-père de Norodom Sihanouk, lance un appel à ses nouveaux voisins, les Français, qui occupent la Cochinchine et ont le pouvoir de se substituer à l'Annam. Le roi demande la protection



de la France contre le Siam (derrière lequel se cachent les Anglais) qui veut le considérer comme son vassal. C'est ainsi que le 11 août, le gouverneur de la Grandière signe avec le roi un accord équivalent à un traité de protectorat. En dépit du Siam qui a tenté de faire valoir que Norodom ne serait que son représentant, la France fait revenir de Bangkok (Siam) la couronne et le roi est couronné le 3 juin 1864. Par la suite, en 1867, la France sauvera le Cambodge de l'invasion organisée par le bonze vietnamien Pu-Kombo.

C'est en 1864 également que le roi Norodom Ier crée l'ordre royal du Cambodge pour récompenser les services tant civils que militaires rendus par ses sujets ou les amis de son pays. L'ordre comporte, comme notre grand ordre national, les grades de chevalier, officier, commandant et les dignités de grand officier et grand croix.

En 1896 il deviendra ordre colonial, et pour éviter toute confusion, le ruban rouge à liserés verts devient alors blanc à liserés oranges. C'est le plus ancien des ordres coloniaux. Il n'est plus dès lors exclusivement attribué par le roi du Cambodge mais peut l'être également par le Président de la République Française. Dans ce dernier cas, l'admission dans l'ordre est réservée aux militaires ayant servi avec distinction pendant une période d'au moins dix années dans les troupes coloniales ou de la marine en Indochine.

LE GÉNÉRAL ARTHUR DE TRENTINIAN (1822-1885)

Successivement commandeur (1869) grand officier (1879) et grand croix de cet ordre royal, Arthur de Trentinian est l'héritier et le passeur d'une tradition militaire. Fils d'un major (lt-colonel de cavalerie), chevalier de Saint-Louis (armée de Condé) et de la Légion d'honneur (Empire), il est le petit-fils d'un colonel d'infanterie légère, lui aussi chevalier de Saint-Louis, qui a notamment combattu pour l'indépendance des États-Unis sous Lauzun et Rochambeau.

Lorsqu'il reçoit l'envoi du roi Norodom, le général de Trentinian accomplit son troisième séjour en Cochinchine, couronnement d'une carrière coloniale qu'il avait commencée aux Antilles, avec interruption pour la campagne de la Baltique pendant la guerre « de Crimée ». Carrière poursuivie en Chine où il sauve la mission des Jésuites de Shanghai pendant que ses camarades s'emparent de Pékin.

En 1870, chef d'état-major de la division bleue, il est au combat de Bazeilles, dont le récit officiel est de sa main. Colonel du 1er régiment d'infanterie de la marine, qui



sera employé contre la Commune, il repart ensuite en Extrême-Orient où il va confier à son propre fils, le détachement de marsouins destiné à soutenir l'action de Francis Garnier.

Inspecteur de l'Infanterie de marine, il est chargé en 1879 d'enquêter sur les raisons de l'insurrection canaque et signe un rapport si sévère pour l'administration de la colonie qu'il est immédiatement classé sans suite et que son auteur ne se verra jamais attribuer la troisième étoile à laquelle ses services et son ancianeté lui permettaient de prétendre. Revanche posthume, ce rapport sera redécouvert avec stupéfaction 100 ans plus tard au moment où de nouveaux troubles agiteront le « caillou ». Politiques et journalistes découvriront avec surprise dans l'humanité et la lucidité de ces propos une personnalité des officiers de l'époque, en particulier des coloniaux, qu'ils étaient loin d'imaginer.

Arthur de Trentinian était né à Paris le 10 décembre 1822. Il y est décédé le 25 juillet 1885, grand officier de la Légion d'honneur.

LE GÉNÉRAL EDGARD DE TRENTINIAN (1851-1942)

Fils du précédent, Edgard de Trentinian accomplit le second de ses quatre séjours en Indochine lorsqu'il est chargé d'apporter à son père le message et le cadeau du roi Norodom.

Il avait dix-neuf ans et venait d'être reçu à Saint Cyr lorsqu'a éclaté la guerre de 1870. Il s'engage alors et termine la guerre blessé, officier, chevalier de la Légion d'Honneur. Deux ans à Cyr et il part en Indochine dans le régiment de son père.

C'est alors l'extraordinaire aventure où, aux côtés de Francis Garnier, il s'empare de Hanoï, se voit confier la défense de la province de Haï-Dzuong, lève à cette fin des effectifs supplétifs. La mort de Francis Garnier amène nos gouvernants à faire évacuer le Tonkin, abandonnant ainsi une première fois les populations qui, s'étant confiées à nous, l'auront payé fort cher. Trois autres séjours, en Cochinchine puis au Tonkin, puis en Annam, suivront, entre lesquels le jeune officier sera breveté d'état-major à l'Ecole de Guerre.

Le colonel de Trentinian s'apprête à repartir en Indochine quand en 1894 il est nommé commandant supérieur des troupes à Dakar puis, en juillet 1895, gouverneur de ce que l'on appelle le Soudan français c'est-à-dire l'ensemble des territoires sous contrôle français à l'est du Sénégal. Il va alors successivement tripler le domaine sous contrôle français, libérer les populations locales des razzias touaregs qui alimentent un actif trafic d'esclaves, éliminer le véritable Pol-Pot africain qu'est alors le Guinéen Samory.

Mais au-delà de la conquête et de la pacification de ces vastes territoires (un huitième du continent africain) dont l'essentiel est représenté aujourd'hui par le Mali et le Burkina, l'action la plus marquante du colonel - puis général (le plus jeune des armées françaises) - de Trentinian est l'organisation et la mise en valeur du pays. Il a en effet convaincu toute une équipe de savants de l'accompagner et faire l'inventaire des possibilités du pays. Il organise l'administration, fait recenser les coutumes des pays afin que nous en tenions compte dans les juridictions que l'on met en place. Ce sont ces relevés qui permettent aujourd'hui de savoir quelles étaient les pratiques juridiques de ces pays avant l'implantation française. Après lui le Soudan sera confié à des administrateurs civils qui appliquaient encore dans les années 1930 ses instructions aux commandants de cercles rédigées en 1897.

Il exerce alors des commandements métropolitains et en 1903 le général **Lyautey** lui écrit « Depuis mon apprentissage colonial il y a 10 ans, j'ai été élevé dans l'admiration de votre personne et de votre œuvre et j'ai toujours présent le souvenir de l'intérêt passionné avec lequel le général Gallieni suivait de Tananarive votre œuvre au Soudan et les termes dans lesquels il m'en parlait. Depuis, Gouraud et tant d'autres ayant servi sous vos ordres m'ont donné un regret constant de ne vous avoir pas rencontré encore. » Gallieni l'appelle auprès de lui à Madagascar. Suiennent des commandements métropolitains. Picquart (affaire Dreyfus), ministre de la guerre du gouvernement Clémenceau, lui fait attribuer sa troisième étoile (1908). Il propose, dans une étude de 1910, de revoir la doctrine en vigueur pour l'emploi de l'artillerie et milite pour la fusion des armées métropolitaine et coloniale.

Ci-contre à Compiègne en 1912.



Le 22 août 14, engagé dans une situation dramatique, le commandant de la 7ème Division conduit néanmoins à Ethe, en Belgique, un des rares combats victorieux de la Bataille des Frontières. Quelques jours plus tard, à la tête de la même unité, transportée par les fameux **taxis**, il concourt à la victoire de la Marne.

«Je voudrais, mon Général, le jour où je paraîtrai devant le Dieu des Armées, avoir été le commandant de la 7ème Division à la Bataille d'Ethe» (Général Audibert, professeur de tactique à l'Ecole Supérieure de Guerre, 1937).

Le 11 janvier 1916, il est fait **grand-croix de la Légion d'honneur**, sur proposition de **Gallieni** : « Je n'oublie pas vos magnifiques services aux Colonies et je vous reste

toujours reconnaissant de la collaboration si énergique que vous m'avez donnée, alors que vous exerciez le commandement de la 7ème Division, sous mes ordres, pendant la bataille de l'Ourcq. »

ÉPILOGUE

En 1994, la ville de Paris a décidé d'honorer les généraux de Trentinian en donnant leur nom à une place située à l'extrémité de l'avenue Foch et d'y installer une statue de « l'organisateur du Soudan français ».

Le 26 mai 2006 a été inaugurée par le Président de la République du Mali une réplique de ce monument sur la colline de Kouloba à Bamako. Le général de Trentinian y avait jadis installé, surplombant la ville, un poste de commandement auquel a succédé le palais des gouverneurs, puis du président. Il avait souhaité que Bamako soit substituée à Kayes comme capitale d'une colonie dont le territoire atteignit, sous son gouvernement, le huitième du continent africain.

Voir un Français adopté aujourd'hui comme un de ses grands hommes par le peuple d'un pays africain qu'il avait gouverné souligne la pertinence d'un regard serein sur le passé de notre pays.

Jacques de Trentinian



De g. à dr., le Président et le Premier ministre du Mali, Jacques de Trentinian